

Chronique Internationale

EN FRANCE

Nous avons déjà affirmé et démontré que la politique des dirigeants du Front Populaire, dupaient les masses et qu'en réalité, dépouillée de la démagogie stalino-réformiste, elle avait comme objectif suprême de **sortir le capitalisme français**.

Les difficultés de la crise qui l'étreint et le préserve de la menace révolutionnaire du côté des larges masses ouvrières et paysannes.

Cette double opération s'effectue par étapes.

Sous la direction du « socialiste » Blum, on commença par freiner au maximum et sans trop brusquer l'esprit combattif et révolutionnaire, dont les travailleurs faisaient preuve lors des grandes grèves de l'an dernier pendant lesquelles ils occupaient les usines. Car comprenez bien que ce n'est pas le Front Populaire qui a donné les augmentations, congés payés et les 40 heures, mais bien le front unique de lutte qui força les patrons à lâcher ces avantages.

Le résultat direct des paillatifs lâchés par la bourgeoisie fut l'augmentation du coût de la vie.

Alors que l'Etat bourgeois est l'expression politique de la domination d'une minorité possédante sur une majorité de spoliés, l'Etat prolétarien, est l'expression de la dictature de la majorité sur la minorité qui vient d'être dépossédée de son pouvoir politique et économique.

Stade transitoire, la dictature du prolétariat se justifie par la co-nécessité de poursuivre la lutte contre un ennemi qui a été défait mais non anéanti.

Au fur et à mesure où l'ordre nouveau se stabilisera, que se consolidera une base économique socialiste et que par conséquent disparaîtront les conditions nécessaires à l'existence de classes, l'Etat prolétarien perdra sa raison d'être.

« Le premier acte par lequel l'Etat (prolétarien) se manifeste réellement comme représentant de la société entières, à savoir la prise de possession des moyens de production au nom de la Société, est en même temps le dernier acte propre de l'Etat » (Engels).

Moyen de coercition par définition, l'Etat, au fur et à mesure de la disparition des classes, perd sa raison d'être, puisqu'il n'y a plus personnes à dominer.

« Au gouvernement des personnes se substitue l'administration des choses et la direction du processus de production.

L'Etat n'est pas aboli, il meurt. » (Engels).

G. J.

De peur que les classes laborieuses ne reprennent la lutte, Blum, ce lècheur de la haute finance, décréta la pause. C'est le point mort. Il faut maintenant faire marche arrière, il faut reprendre les avantages et réformes sociales que les masses avaient arrachées par la lutte, au capitalisme français. Pour ce faire le « camarade » Blum passe le tablier au digne représentant du capital : Chautemps. Sans toutefois quitter ce dernier afin de rendre confiance aux masses, qui naturellement vont se laisser rouler. Pour ce faire Chautemps utilise tous les moyens dont il peut disposer.

Il se sert à la fois du fascisme, de sa puissance bancaire et industrielle énorme, des radicaux, des socialistes et des stalinien.

Du côté fasciste, il (toujours le grand maître Chautemps, comme disent les stalinien) fomenta les préparatifs de coups d'Etat armé, fait commettre le dynamitage des locaux patronaux pour effayer, apeurer l'opinion publique. Jamais les bandes factieuses n'eurent tant d'audace.

Du côté financier, il réalise l'évasion des capitaux, provoque la chute verticale du franc (le franc flotte !...), crée la panique, met ainsi les dirigeants du Front Populaire dans les transes.

Du côté des Radicaux, des Socialistes et des Communistes, il exige, sous la menace de les remplacer à la gérance des affaires du capitalisme français, que les dirigeants du Front Populaire fassent accepter aux masses, pas seulement l'abrogation des réformes sociales récemment accordées, mais l'acceptation de conditions de travail et de salaires de beaucoup inférieures à celles d'avant les grandes grèves de 1936 ; quant au 40 heures certaines industries viennet, avec l'aide du Front Populaire de rétablir les 48 heures.

Nous avons depuis l'expérience du Front Populaire, stigmatisé le rôle de trahison de ces chefs indignes de la confiance des masses.

Souhaitons que les travailleurs français voient clair, se ressaisissent et comprennent que, s'ils veulent échapper à l'esclavage renforcé que fascistes, radicaux, socialistes et stalinien préparent ensemble, la seule voie de salut est la reprise de la lutte révolutionnaire, avec l'objectif : la prise du pouvoir par les travailleurs et l'expropriation des capitalistes.

Diffusez " Révolution "

La Guerre Civile en Espagne

Aux Asturies

Après Bilbao et tant d'autres cités, Santander à son tour est tombée. La chute de Santander est un coup très dure pour le camp républicain, car, succédant à celle de Bilbao, elle signifie l'effondrement du Front Nord.

Santander fut, elle aussi, livrée par suite d'une trahison, seulement plus flagrante ici qu'ailleurs. La garde d'assaut et la garde civile (portant à présent le nom de garde républicaine), en accord avec la Quatrième colonne de Franco, ont organisé la révolte à l'arrière, précipitant ainsi la défaite des miliciens. Tout comme avant Juillet 1936, le gouvernement de Front Populaire s'avéra impuissant à empêcher la révolte fasciste, et l'on peut même affirmer que des traîtres se sont trouvés en son sein.

Le cercle autour de Gijon se resserre inexorablement. Va-t-on une fois de plus enregistrer une nouvelle victoire fasciste ?

Le merveilleux prolétariat des Asturies va-t-il subir une saignée mortelle ?

Autant de questions angoissantes que se posent les travailleurs espagnols. On ne peut se faire des illusions : l'écrasement des mineurs des Asturies ne pourra être qu'une question de temps, si une vigoureuse offensive sur les autres fronts républicains n'oblige Franco à dégarnir le Front du Nord pour jeter de nouvelles troupes sur les fronts d'Arragon, de Terruel, Madrid, Cordoue, etc.

Les travailleurs commencent à voir où se trouvent les responsables de leurs défaites et à réagir.

La presse de ces derniers jours annonce que des « troubles anarchistes » se seraient produits dans les Asturies. Les anarchistes rendraient les officiers russes et autres responsables des défaites subies et en auraient arrêtés et fusillés plusieurs. Il est vrai que ces nouvelles sont amplifiées par Franco qui les répand dans le but de justifier par elles un massacre prochain. Mais ces communiqués ont incontestablement un fonds de vérité. Les ouvriers, quoique un peu tard, doivent commencer à voir clair et à comprendre que s'ils veulent vaincre Franco, ils doivent préalablement se débarrasser de toutes les entraves démocratiques bourgeoises, que la guerre et la révolution sont choses inséparables. Les forces prolétariennes sont seules à vouloir vraiment pousser à fond la lutte contre Franco, contre le fascisme et toutes les forces réactionnaires.

Pourtant, ce tardif redressement ne servira à rien si dans la Catalogne et le reste de l'Espagne les ouvriers ne comprennent pas la portée des actes posés par leurs frères asturiens. Ces derniers, isolés du reste de l'Espagne républicaine, seront inévitablement écrasés, s'ils n'obtiennent pas d'eux une aide et une solidarité effectives.

En Catalogne

Les informations signalent une recrudescence de l'agitation anarchiste. La tension entre anarchistes et communistes s'accroît de jour en jour. Les causes n'en sont pas difficiles à décèler :

La terreur et la répression stalinienne dont les membres du P.O.U.M. et les anarchos-syndicalistes sont les victimes ;

La chaîne ininterrompue des défaites et les trahisons les accompagnant ;

La restriction des libertés politiques, la suppression en fait de l'autonomie catalane, les attaques contre les conquêtes révolutionnaires ; toutes ces raisons créent une atmosphère de fièvre et de menaces.

Moscou exige une épuration impitoyable des soi-disant « incontrôlables ».

Après les journées de Mai, les stalinien parvinrent à détruire le P.O.U.M. et à jeter ses membres dans l'illégalité, et les ouvriers anarchistes et poumistes durent se retirer, quoique avec des armes. Ils étaient battus, mais non écrasés. Ils n'eurent de cesse avant d'avoir reconstitué leur force perdue en effectuant un travail de rapprochement entre la C. N. T. et l'U. G. T.. Il semble être arrivés à certains résultats, car en Catalogne la C. N. T. est à nouveau le facteur politique le plus puissant. Et la question qui sera débattue, c'est la question du Gouvernement et de sa politique.

Une formidable opposition grandit contre le gouvernement Negrin, le gouvernement de l'armistice, le gouvernement de la défaite.

Mais s'il en va ainsi en Catalogne, à Valence et ailleurs il en va tout autrement. Là, les stalinien sont les maîtres. Leur police nombreuse et bien armée est constituée d'éléments « loyaux » (anciens gardes d'assaut et gardes civils restés fidèles au gouvernement, introduction massive J.G.S.U., etc.) D'autre part, la police officieuse propre des stalinien est dirigée directement par la Guépéou.

Ces deux pôles s'opposent formidablement, et le choc est inévitable. Les journées de Mai se répètent.

Les anarchistes et tous les autres révolutionnaires en général, exigent l'organisation de l'offensive. Mais le gouvernement Negrin sait trop bien ce que signifierait une offensive victorieuse (les forces armées républicaines, marchant sous la direction de leurs chefs, de leurs drapeaux, sont capables de réaliser une offensive victorieuse). Cela signifierait sans aucun doute un formidable essor révolutionnaire dont les conséquences seraient imprévisibles pour Negrin et sa bande, il balayerait certainement le gouvernement et botterait le cul à tous les défenseurs de la « démocratie » bourgeoise et à tous les faiseurs d'armistice.